

## Sommaire exécutif

EXPÉDITEUR : M<sup>e</sup> Arianne Leblond, avocate au Secrétariat de l'Ordre et Affaires juridiques  
M<sup>e</sup> Sylvie Champagne, secrétaire de l'Ordre et directrice du Secrétariat de l'Ordre et Affaires juridiques

DATE : 15 août 2017

OBJET : Mémoire sur le projet de loi S-226 – *Loi prévoyant la prise de mesures restrictives contre les étrangers responsables de violations graves de droits de la personne reconnus à l'échelle internationale et apportant des modifications connexes à la Loi sur les mesures économiques spéciales et à la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*

1* <sup>1</sup>	Description sommaire des enjeux, des objectifs poursuivis et des motifs pertinents à la discussion ou à la prise de décision
<p>Ce projet de loi édicte la <i>Loi sur la justice pour les victimes de dirigeants étrangers corrompus (loi de Sergueï Magnitski)</i> afin de prévoir la prise de mesures restrictives contre les étrangers responsables de violations graves de droits de la personne reconnus à l'échelle internationale.</p> <p>Ce projet de loi a été adopté par le Sénat le 11 avril 2017 et il a été renvoyé par la Chambre des communes au Comité permanent des affaires étrangères et du développement international pour étude le 13 juin dernier.</p>	
2	Recommandation ou résolution proposée
<p><b>CONSIDÉRANT</b> les commentaires du Comité sur les droits de la personne et du Comité en droit de l'immigration et de la citoyenneté;</p> <p><b>Nous recommandons au Conseil d'administration de :</b></p> <p><b>ENDOSSER</b> le projet de mémoire.</p> <p><b>NE PAS PARTICIPER</b> à la commission parlementaire du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international concernant le projet de loi S-226.</p>	

<sup>1</sup> Cette section tient en compte les Impacts prévisibles sur les groupes désignés en leur qualité de membres du Barreau ou de membres du public.

<b>3</b>	<b>Autres éléments pertinents, le cas échéant</b>
<b>3.1 Impacts financiers : S/O</b>	
<b>3.2 Consultations effectuées :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• Comité sur les droits de la personne</li><li>• Comité en droit de l'immigration et de la citoyenneté</li></ul>	
<b>3.3 Documents joints :</b> <ul style="list-style-type: none"><li>• <i>Projet de loi S-226 – Loi prévoyant la prise de mesures restrictives contre les étrangers responsables de violations graves de droits de la personne reconnus à l'échelle internationale et apportant des modifications connexes à la Loi sur les mesures économiques spéciales et à la Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i></li><li>• Mémoire sur le projet de loi S-226</li></ul>	